

MARS 2026

POLICY PAPER



LA CONFLICTUALITÉ COMME APPROCHE DU POUVOIR SOUS TRUMP II

DRISS ALAOUI BELGHITI



Sous Trump II, la conflictualité s'affirme moins comme un simple effet de la polarisation partisane que comme un principe d'organisation de l'exercice du pouvoir. À partir des prises de parole présidentielles, ce Papier montre comment des enjeux distincts, tels que l'immigration, la fraude, la sécurité, les controverses culturelles ou les rivalités internationales, sont intégrés dans une même architecture discursive orientée vers la restauration de l'ordre. La conflictualité y apparaît comme une technologie de pouvoir : elle hiérarchise les menaces, stabilise les lignes de clivage et structure les alignements politiques. Il met également en lumière l'inscription de cette logique dans une temporalité électorale continue, marquée par l'horizon des élections de mi-mandat, avant d'en examiner l'extension vers l'espace international. La politique étrangère tend alors à être saisie moins comme un domaine autonome de l'action stratégique que comme une ressource de mobilisation domestique, contribuant à brouiller la frontière entre politique intérieure et politique étrangère.

DRISS ALAOUI BELGHITI

INTRODUCTION :

À en juger par des actes politiques de ces dernières semaines, notamment la guerre au Moyen-Orient, le second mandat de Donald Trump semble s'inscrire dans une séquence de polarisation partisane durable et de transformation des modalités d'exercice du pouvoir exécutif. Dans ce contexte, les prises de parole présidentielles ne relèvent pas seulement de la communication politique ; elles structurent activement le champ politique. Discours officiels, interventions médiatiques et messages diffusés sur les plateformes numériques contribuent à organiser les enjeux publics autour de lignes de confrontation relativement stables, qui façonnent à la fois la compétition politique interne et la projection internationale de la puissance américaine.

Le discours sur l'état de l'Union, prononcé le 24 février 2026, constitue un point d'observation particulièrement révélateur de cette dynamique. Par sa nature institutionnelle, cet exercice vise traditionnellement à présenter les priorités du gouvernement et à situer l'action présidentielle dans un cadre stratégique. Replacé dans l'ensemble des prises de parole de Trump II, il apparaît toutefois comme un moment de condensation d'une logique plus générale : l'organisation des enjeux politiques autour d'une conflictualité structurante. Immigration, criminalité, inflation, fraude administrative, controverses culturelles ou rivalités internationales sont ainsi articulées dans un même cadre interprétatif, qui les rapporte à une problématique centrale : la capacité de l'État à produire et maintenir l'ordre.

Ce mode d'articulation réduit la complexité du champ politique en produisant des oppositions lisibles. Des phénomènes relevant de domaines distincts sont reliés par des associations récurrentes, immigration et criminalité, dépenses publiques et fraudes, déséquilibres économiques et défaillances institutionnelles, qui stabilisent certaines causalités politiques. Cette opération de cadrage ne hiérarchise pas seulement des priorités ; elle définit les termes mêmes dans lesquels les enjeux publics sont interprétés et débattus. En ce sens, elle peut être lue comme une technologie de pouvoir, au sens foucaldien du terme : un ensemble de procédés discursifs et politiques par lesquels certaines menaces sont rendues lisibles, hiérarchisées et mobilisées dans la structuration du champ politique.

L'intérêt analytique de cette dynamique tient au fait qu'elle ne se limite pas à la politique intérieure. Dans de nombreuses prises de parole du nouvel homme fort du Bureau ovale depuis le début du second mandat, les enjeux internationaux sont intégrés dans des narrations politiques qui s'adressent simultanément à des publics domestiques et externes. Les registres de la sécurité, de la souveraineté et de la compétition internationale sont mobilisés pour structurer des débats politiques internes, tandis que certaines questions domestiques sont formulées dans un langage emprunté à la politique internationale. Cette imbrication contribue à brouiller la distinction classique entre politique intérieure et politique internationale.

Dans cette configuration, la conflictualité ne se réduit pas à un produit de la polarisation partisane. Elle fonctionne comme un principe d'organisation du champ politique. Les prises de parole présidentielles ne se contentent pas de refléter des oppositions existantes ; elles contribuent à

les structurer en reliant des enjeux hétérogènes et en stabilisant certaines lignes de clivage. La conflictualité devient ainsi un instrument de gouvernement : elle produit de la cohérence dans un environnement fragmenté, hiérarchise les menaces et structure les alignements politiques.

Cette évolution doit également être replacée dans la temporalité électorale propre au système politique américain. Les élections de mi-mandat constituent un horizon structurant pour l'ensemble des acteurs politiques et favorisent des stratégies de mobilisation continue. Dans ce contexte, la production et l'entretien de lignes de conflictualité ne relèvent pas uniquement d'un style politique ; ils répondent à une rationalité électorale visant à maintenir la mobilisation des bases partisans et à structurer durablement le champ électoral.

Dans cette perspective, ce Policy Paper défend l'idée selon laquelle sous Trump II, la politique étrangère tend à fonctionner comme une ressource de mobilisation politique domestique plutôt que comme un domaine autonome de l'action stratégique. Il tente d'apporter des éléments de réponse à la question de savoir dans quelle mesure cette dynamique contribue-t-elle à reconfigurer les frontières entre politique intérieure et politique étrangère en mobilisant une logique de conflictualité permanente comme mode de gouvernement, et dans quelle mesure elle s'inscrit dans une rationalité électorale structurée par l'horizon des élections de mi-mandat. Il montrera, dans un premier temps, que la conflictualité constitue un instrument de structuration interne du champ politique, avant d'examiner, dans un deuxième temps, son extension à l'espace international et la formation d'un continuum entre registres domestique et externe.

I. LA CONFLICTUALITÉ COMME TECHNOLOGIE DE POUVOIR : PRODUCTION ET ENTRETIEN D'UN ANTAGONISME STRUCTURANT DANS L'ESPACE DOMESTIQUE

A. Centralisation du clivage et mise en récit du désordre : hiérarchisation des menaces

Ce qui caractérise les prises de parole de Donald Trump depuis janvier 2025 n'est pas seulement leur tonalité conflictuelle, mais la manière dont elles ordonnent des enjeux distincts dans une même architecture de menace. L'immigration, la criminalité, la fraude administrative, les controverses culturelles et les questions d'intégrité électorale ne sont pas traitées comme des dossiers séparés. Elles sont insérées dans une même narration de la restauration de l'ordre, où l'État est présenté à la fois comme ayant été affaibli par ses prédécesseurs et comme devant être recentré sur des fonctions de protection, de contrôle et de discipline. Cette logique apparaît dès l'allocution inaugurale du 20 janvier 2025, où Trump relie la « frontière », l'« inflation », la "*weaponization*" du gouvernement, les politiques de genre et l'ordre public dans une même séquence de "*restoration*" nationale. Elle est ensuite reprise et systématisée dans le *State of the Union* de février 2026, où ces thèmes sont à nouveau agrégés dans un récit unifié du désordre et de sa correction par l'exécutif.

L'intérêt analytique de cette séquence tient au fait qu'elle ne procède pas par argumentation sectorielle, mais par centralisation du clivage. Au lieu de démontrer de manière autonome chaque problème public, le discours présidentiel construit un nombre restreint d'associations récurrentes : immigration et criminalité, dépenses publiques et fraudes, progressisme culturel et désorganisation institutionnelle, faiblesse des frontières et insécurité nationale. Ce mode de cadrage réduit la complexité du champ politique en produisant une causalité politique abrégée. Il ne s'agit pas simplement de dire que plusieurs problèmes coexistent, mais qu'ils procèdent d'un même relâchement de l'autorité publique. C'est

précisément ce type d'opération que Laclau décrit lorsqu'il analyse la construction de « chaînes d'équivalence » entre demandes hétérogènes : des enjeux différents deviennent politiquement commensurables dès lors qu'ils peuvent être rapportés à un même antagonisme structurant (Laclau, 2005). Dans le cas présent, ce signifiant organisateur est l'ordre, entendu moins comme catégorie juridique que comme principe de hiérarchisation du champ politique.

L'immigration occupe dans cette architecture une fonction pivot. Dès l'investiture, Trump annonce une situation de "*national emergency*" à la frontière sud, la fin de l'"*illegal entry*", l'envoi de troupes à la frontière, la désignation des cartels comme organisations terroristes étrangères et la large application de l'*Alien Enemies Act*. Le point important n'est pas seulement la sévérité des mesures annoncées, mais le fait que la question migratoire serve de point de jonction entre des registres différents : souveraineté, sécurité intérieure, ordre urbain, drogues, criminalité et même politique économique, puisque l'immigration est implicitement intégrée à un récit plus large de restauration du contrôle national. Dans le Discours sur l'état de l'Union, cette même logique est approfondie : le Président Trump y affirme que le rétablissement de la frontière a produit une baisse du volume de fentanyl en circulation, une baisse de la criminalité et une restauration plus générale de la sécurité nationale. L'immigration n'y est donc pas un dossier parmi d'autres ; elle fonctionne comme variable explicative transversale, ce qui lui donne une capacité exceptionnelle d'agrégation politique.

La question de la fraude remplit une fonction proche, mais sur un autre versant du clivage. Elle permet de relier dépenses publiques, bureaucratie, intégrité électorale et suspicion à l'égard des médiations institutionnelles. Dans le *State of the Union*, Trump annonce une "*war on fraud*", citant explicitement le cas du Minnesota et l'associe à la défaillance de l'État fédéral et local. En parallèle, il pousse la question de l'intégrité électorale à travers le registre du voter ID et du *SAVE America Act*. En février 2026, il annonce vouloir imposer l'identification des électeurs pour les *midterms* même sans obtenir l'aval du Congrès ; début mars, le camp du président aurait fait pression sur les Républicains pour qu'ils adoptent des restrictions électorales présentées comme condition de la victoire en novembre. La Maison-Blanche présente elle-même aujourd'hui le *SAVE America Act* comme une priorité urgente destinée à protéger les élections américaines du « vote illégal ».

Ce qui compte ici n'est pas seulement le contenu des mesures, mais leur place dans l'architecture générale du discours : la fraude devient une catégorie de totalisation. Elle ne désigne plus seulement un abus administratif ou électoral ; elle devient l'indice d'un système dans lequel institutions, oppositions et bureaucraties seraient structurellement incapables de protéger l'authenticité de la communauté politique.

Les enjeux culturels sont intégrés à cette matrice non comme un débat normatif autonome, mais comme le prolongement du même diagnostic de désordre.

En ce sens, le discours d'investiture de janvier 2025 est explicite : Trump y annonce la fin des politiques de "*social engineering*" sur la race et le genre, affirme que le gouvernement fédéral reconnaîtra "*only two genders*," et inscrit ces décisions dans un programme plus large de restauration de la compétence, de la loyauté et de l'autorité gouvernementales. Cette logique est ensuite institutionnalisée par plusieurs actes présidentiels : l'ordre exécutif *Defending Women From Gender Ideology Extremism and Restoring Biological Truth to the Federal Government*, du 20 janvier 2025, l'ordre exécutif du 28 janvier 2025 sur les mineurs, celui du 5 février 2025 sur le sport féminin, et l'ordre exécutif du 27 mars 2025 visant à « restaurer la vérité dans l'Histoire américaine ». À cela s'ajoutent la proclamation du "*National Day of Patriotic Devotion*" du 20 janvier 2026 et l'ensemble de l'appareil symbolique "*Freedom 250*", qui réinscrivent l'action gouvernementale dans une

temporalité de refondation nationale. Pris ensemble, ces actes montrent que les « guerres culturelles » du second mandat ne sont pas périphériques : elles sont incorporées à une conception plus large de l'ordre, où la restauration de l'État passe aussi par la restauration de catégories morales, historiques et civiques considérées comme stabilisatrices.

Ce point est essentiel pour comprendre la portée de la conflictualité politique voulue par Donald J. Trump. Elle n'est pas simplement un produit discursif de la polarisation ; elle sert à agréger des publics différents autour d'un même diagnostic.

C'est ce que la littérature américaine sur la polarisation permet d'éclairer. En effet, la polarisation contemporaine des États-Unis ne se réduit pas à une divergence programmatique : elle restructure durablement la compétition partisane et les coalitions électorales (McCarty, Poole et Rosenthal, 2006) et l'hostilité affective envers le camp opposé prend une importance croissante dans la formation des identités partisans (Iyengar, Sood et Lelkes, 2012). Abramowitz et Webster prolongent cette analyse en montrant que le *"negative partisanship"* tend à faire du rejet de l'adversaire un ressort central de la mobilisation électorale (Abramowitz et Webster, 2016).

La centralisation du clivage opérée par la présidence Trump II s'inscrit exactement dans cette configuration : elle ne cherche pas seulement à convaincre sur des politiques publiques ; mais plutôt à produire un environnement cognitif dans lequel des électeurs aux intérêts parfois distincts peuvent être stabilisés par une même structure d'opposition.

C'est ce qui explique la cohérence particulière du groupe « immigration-fraude-culture-sécurité ». Ces thèmes ne sont pas équivalents par nature. Ils le deviennent politiquement parce qu'ils sont rapportés à une même crise de l'autorité et à une même promesse de restauration. Ce mécanisme a une portée institutionnelle autant qu'électorale. Frances Lee a montré que la politique américaine contemporaine est structurée par une logique de compétition permanente, dans laquelle les acteurs gouvernent déjà sous contrainte électorale continue (Lee, 2016). Dans ce cadre, produire un clivage central permet de discipliner le camp majoritaire, de limiter les zones grises du débat et d'imposer à l'opposition un terrain déjà cadré. Lorsque l'intégrité électorale, la frontière, l'histoire nationale et les politiques de genre sont intégrées à la même structure de conflit, le débat public cesse d'être organisé par des arènes spécialisées ; il est recentré autour d'une ligne directrice unique : qui protège l'ordre, et qui participe à sa dégradation.

C'est pourquoi il serait réducteur de lire ces prises de parole comme une simple rhétorique de campagne importée dans l'exercice du pouvoir. Elles remplissent une fonction gouvernementale précise. Elles rendent commensurables des enjeux distincts, produisent de la lisibilité dans un espace politique fragmenté et assignent des positions relativement stables aux acteurs en présence. Autrement dit, la centralisation du clivage ne vient pas après l'action publique ; elle en constitue l'une des conditions. Sous Trump II, gouverner ne consiste pas seulement à décider ou à administrer, mais à imposer une structure d'intelligibilité du réel politique dans laquelle l'ordre, la frontière, la vérité historique, l'intégrité civique et la sécurité nationale apparaissent comme les dimensions d'un même affrontement. C'est à ce niveau que la conflictualité devient ressource de gouvernement, non parce qu'elle radicalise seulement le débat, mais parce qu'elle organise la manière dont les enjeux, les adversaires et les priorités sont politiquement rendus visibles.

Encadré 1 - Sous Trump II, des contrepouvoirs moins abolis que reconfigurés

Sous Trump II, le rapport aux contre-pouvoirs ne relève ni de l'affrontement frontal ni du maintien routinier des équilibres constitutionnels ; il procède d'une requalification politique de la limite. Les juridictions fédérales continuent d'imposer des contraintes effectives à l'exécutif, comme l'ont montré les décisions suspendant le décret du 20 janvier 2025 sur le droit du sol ainsi que celles bloquant le gel massif de financements fédéraux décidé par la Maison-Blanche, au motif qu'il portait atteinte aux prérogatives budgétaires du Congrès. Mais ces interventions sont politiquement réinscrites par les tenants de la communication présidentielle dans un récit où le juge tend à apparaître moins comme arbitre ordinaire que comme point de friction dans la restauration de l'autorité présidentielle.

La Cour suprême occupe, dans cette configuration, une position plus ambivalente. Dans *Trump v. CASA* (27 juin 2025), elle a limité l'usage des injonctions universelles, desserrant ainsi une contrainte procédurale majeure sur l'exécutif, sans pour autant trancher sur le fond de la question de la constitutionnalité du décret sur la citoyenneté. Le Congrès, pour sa part, n'a pas disparu comme contre-pouvoir ; il est devenu plus inégalement mobilisé. En mars 2026, le Sénat, puis la Chambre des Représentants, ont rejeté des résolutions visant à limiter les pouvoirs de guerre du président vis-à-vis de l'Iran, tandis que le Congrès avaient déjà validé, en juillet 2025, une partie des contraintes budgétaires demandées par la Maison-Blanche. L'enjeu, dès lors, n'est pas l'effacement pur et simple des contre-pouvoirs, mais leur insertion dans une hiérarchie nouvelle, où certains arbitrent, d'autres résistent, et d'autres encore relaient la présidentialisation du pouvoir.

B. La temporalité électorale permanente : les *midterms* comme horizon implicite de la conflictualité

Les *midterms* ne constituent pas, pour une présidence comme Trump II, une simple échéance intermédiaire. Ils s'imposent en amont comme une contrainte structurante qui reconfigure l'ensemble du cycle gouvernemental. L'action de l'exécutif se déploie sous la perspective constante d'une réévaluation électorale, ce qui tend à réduire la séparation entre temps de gouvernement et temps de campagne. Gouverner consiste alors, dans une certaine mesure, à anticiper les conditions de la prochaine compétition. Cette imbrication entre exercice du pouvoir et logique électorale a été analysée comme une caractéristique durable de la présidence américaine contemporaine, où la mobilisation politique devient une dimension continue de l'action exécutive (Blumenthal, 1980 ; Ornstein et Mann, 2000 ; Lee, 2016). Sous Trump II, cette logique ne disparaît pas ; elle est intensifiée et assumée comme principe d'organisation.

Cette anticipation est d'autant plus décisive que la présidence entre dans la séquence des *midterms* dans une position moins stabilisée qu'elle ne le suggère. Les élections de novembre 2025 ont offert aux Démocrates des points d'appui politiques dans plusieurs scrutins clefs, leur permettant de structurer un récit de reconquête en amont de 2026. Dans le même temps, plusieurs indicateurs signalent une érosion du soutien présidentiel dans des segments électoraux déterminants, notamment parmi les indépendants et certains groupes

qui avaient contribué à la victoire de 2024. Cette combinaison : gains de l'opposition et fragilisation relative du socle électoral, transforme les *midterms* en enjeu immédiat plutôt qu'en horizon électoral. La conflictualité ne procède donc pas d'une position de pure maîtrise ; elle répond à une situation d'incertitude électorale et à la nécessité de reprendre l'initiative politique.

C'est dans ce cadre que doit être compris le réinvestissement, dès le début de 2026, de la question de l'intégrité électorale. L'enjeu ne se limite pas aux propositions institutionnelles avancées, mais à leur fonction dans le temps politique. En multipliant les prises de position sur l'identification des électeurs ou sur le *SAVE America Act*, et en liant explicitement ces mesures à l'issue des élections de mi-mandat, l'exécutif déplace la compétition électorale future dans le présent de l'action gouvernementale. Il ne s'agit plus simplement de préparer une échéance ; il s'agit de gouverner déjà sous la forme d'une confrontation électorale. La conflictualité devient ici un instrument de cadrage anticipé du scrutin à venir.

Elle remplit, dans le même mouvement, une fonction de stabilisation de coalition. Dans un environnement politique marqué par une polarisation avancée, la cohésion électorale dépend moins d'un accord détaillé sur un programme que de la persistance de lignes de démarcation claires. Le comportement électoral s'organise de plus en plus autour du rejet du camp opposé plutôt que de l'adhésion positive à un ensemble cohérent de politiques publiques, tandis que les identités partisans tendent à se confondre avec des appartenances sociales et culturelles plus larges (Abramowitz et Webster, 2016 ; Mason, 2018). Dans cette configuration, la conflictualité n'est pas seulement un effet du contexte politique ; elle constitue une ressource permettant de maintenir la cohésion d'un électorat hétérogène.

C'est ce qui explique la réactivation constante de certains thèmes : frontière, fraude électorale, criminalité, controverses culturelles, dont la fonction principale n'est pas de composer un programme homogène, mais de maintenir une opposition lisible entre camps politiques. Cette stratégie s'inscrit toutefois dans un contexte de fragilité relative. À la veille du *State of the Union*, plusieurs signaux indiquaient que la question migratoire, pourtant centrale dans l'architecture politique de Trump, devenait plus coûteuse en raison des critiques liées aux modalités d'application des politiques fédérales. Dans plusieurs États, ces politiques ont contribué à structurer une mobilisation de l'opposition, transformant un thème initialement mobilisateur en terrain plus disputé. La conflictualité permet alors de contenir cette érosion en réinscrivant ces enjeux dans une opposition plus large, moins dépendante de leurs effets immédiats.

Elle remplit, enfin, une fonction de discipline intra-partisane. La conflictualité ne sert pas uniquement à opposer majorité et opposition ; elle permet aussi de structurer les rapports internes au camp présidentiel. L'épisode Thomas Massie, en mars 2026, en constitue une illustration claire. En se rendant dans la circonscription d'un élu républicain dissident pour soutenir activement son challenger, Trump ne se contente pas de sanctionner une divergence. Il transforme la dissidence en enjeu visible de loyauté, dans un moment où la cohésion du camp majoritaire devient électoralement décisive. Dans un contexte de marges parlementaires étroites et de forte exposition médiatique des désaccords internes, cette stratégie vise à réduire les coûts de fragmentation en requalifiant toute divergence comme un risque politique immédiat.

Ce mécanisme prolonge une dynamique plus large dans laquelle la démarcation partisane tend à devenir une ressource en soi, structurant les comportements des acteurs institutionnels au-delà des seuls désaccords programmatiques (Lee, 2016). Sous Trump II, cette logique est poussée plus loin : la conflictualité ne se contente pas d'organiser la compétition entre partis ; elle devient un instrument de hiérarchisation interne, distinguant les acteurs loyaux de ceux qui s'en écartent.

À ce stade, la conflictualité ne sert plus seulement à structurer le champ politique ; elle permet d'en réguler la temporalité. Elle anticipe la sanction électorale, stabilise une coalition exposée à l'érosion et discipline les acteurs dans la perspective des *midterms*. C'est précisément ce déplacement qui permet de comprendre la suite de l'analyse. Une conflictualité ainsi inscrite dans le temps domestique peut être prolongée dans l'espace international, où elle trouve de nouveaux supports et de nouvelles ressources de mobilisation.

Encadré 2 - Voter ID et SAVE America Act : pourquoi cet enjeu est-il important pour les midterms ?

Le Voter ID désigne l'obligation de présenter une pièce d'identité pour voter. Le SAVE America Act va plus loin : il impose une preuve documentaire de citoyenneté au moment de l'inscription électorale et exige une pièce d'identité avec photo pour voter, y compris pour le vote par correspondance, par l'envoi d'une copie du document avec la demande puis avec le bulletin retourné. Le texte prévoit aussi un contrôle renforcé des listes électorales, ainsi que des voies de recours et des sanctions pour certains manquements.

L'intérêt politique de cette séquence tient au fait qu'elle permet de déplacer un débat technique sur les règles du vote vers une opposition plus large entre intégrité électorale et suspicion de fraude. Dans le cadre de Trump II, cet enjeu ne sert donc pas seulement à proposer une réforme électorale ; il permet d'inscrire dès maintenant les conditions des midterms dans la conflictualité du présent, en articulant dans une même séquence souveraineté, authenticité du corps civique et mobilisation partisane. Les critiques du texte portent précisément sur ce point : en durcissant les exigences documentaires, il pourrait aussi rendre l'inscription et la participation plus coûteuses pour certains électeurs.

II. LA RECONFIGURATION DE LA FRONTIÈRE INTÉRIEUR-EXTÉRIEUR

A. L'international comme extension du conflit domestique

Cette extension de la conflictualité à l'espace international prend tout son sens si on la replace dans l'évolution qui conduit de Trump I à Trump II.

Encadré 3 — De Trump I à Trump II : une conflictualité davantage inscrite dans l'exécutif

Trump II reprend certaines logiques de Trump I, mais dans une séquence où la conflictualité paraît plus directement inscrite dans le fonctionnement de l'exécutif. Le premier mandat était déjà polarisant, sans parvenir à stabiliser cette logique dans l'appareil présidentiel lui-même. L'instabilité de l'entourage en limitait la portée : Brookings estime à 92 % le renouvellement de l'"A Team" entre 2017 et 2021.

Les années 2021–2025 ont modifié cette configuration. Elles ont permis de reformuler la conflictualité en récit de blocage bureaucratique et de reprise en main institutionnelle. Le retour au pouvoir en 2025 ne vise donc pas seulement la reconquête de l'espace politique ; il tend aussi à réduire les médiations administratives susceptibles de freiner l'exécutif. Le mémorandum du 20 janvier 2025 sur les postes policy-influencing affirme explicitement que les agents concernés doivent être davantage comptables devant le président, tandis que la catégorie Schedule Policy/Career, formalisée en avril 2025, facilite leur révocation.

L'écart entre les deux séquences tient moins à l'intensité de la conflictualité qu'à sa fonction. Sous Trump I, elle dominait la scène politique ; sous Trump II, elle s'inscrit plus nettement dans les instruments de gouvernement.

La conflictualité qui structure la présidence Trump II ne demeure pas confinée à l'arène intérieure. Elle tend à s'étendre à l'espace international, non pas de manière marginale, mais en reconfigurant le statut même de la politique étrangère. Celle-ci n'apparaît plus comme un domaine distinct de l'action publique, mais comme un espace dans lequel se prolongent et se rejouent les clivages qui organisent le débat politique domestique.

Ce déplacement ne relève pas d'un simple effet de rhétorique. Il correspond à un mécanisme plus structuré, dans lequel les enjeux internationaux sont intégrés au fonctionnement même de la compétition politique interne. Ce mécanisme repose sur une séquence identifiable. Certains enjeux extérieurs sont d'abord sélectionnés en fonction de leur compatibilité avec les lignes de clivage domestiques — rivalité commerciale avec la Chine, confrontation avec l'Iran, relations avec l'OTAN ou lutte contre les organisations criminelles transnationales. Ils sont, ensuite, recodés dans un langage directement intelligible pour l'électorat domestique, à travers des catégories telles que l'emploi, la sécurité, le coût pour le contribuable ou la souveraineté nationale. Enfin, ces enjeux ainsi reformulés sont réinjectés dans la compétition politique interne, où ils contribuent à structurer la mobilisation électorale et à renforcer les oppositions partisans. La politique étrangère cesse ainsi d'être un espace autonome pour devenir un prolongement fonctionnel du conflit domestique.

Cette dynamique apparaît clairement dans la manière dont la rivalité économique avec la Chine est formulée dans les prises de parole présidentielles. Dans son discours d'investiture du 20 janvier 2025, Donald Trump affirme que les États-Unis ne permettront plus que « des nations étrangères exploitent les travailleurs américains et l'industrie américaine », tout en promettant de « restaurer l'industrie et de défendre les travailleurs américains ». La compétition économique internationale n'est pas présentée comme un enjeu stratégique abstrait, mais recodée comme une question de protection de l'emploi et de l'industrie nationale, avant d'être réinscrite dans un débat politique centré sur la souveraineté économique.

Une logique comparable se retrouve dans le traitement des questions de sécurité. Depuis le début du second mandat, les organisations criminelles transnationales opérant à la frontière sud sont présentées comme des menaces directes à la sécurité nationale. L'annonce, en janvier 2025, de la possible désignation de certains cartels comme organisations terroristes étrangères, accompagnée de l'affirmation selon laquelle « les cartels ont déclaré la guerre à l'Amérique », ne se limite pas à un repositionnement stratégique. Elle opère un rapprochement entre sécurité intérieure, immigration et relations internationales, en les intégrant dans un même registre politique centré sur la protection du territoire et de la communauté nationale. L'enjeu international est ici immédiatement traduit dans des catégories domestiques, puis réinjecté dans un débat politique structuré par les questions de sécurité et de contrôle (White House, 2025).

Les alliances militaires sont elles aussi réinterprétées dans ce cadre. Les critiques adressées aux membres de l'OTAN concernant le partage du fardeau militaire sont formulées dans un langage directement lié aux débats économiques internes. Lorsque Donald Trump affirme que les alliés doivent « *payer leur juste part* », il ne se contente pas de remettre en cause un principe stratégique de sécurité collective ; il recode cette question comme un problème d'équité pour les contribuables américains. La politique étrangère est ainsi évaluée à l'aune de ses implications budgétaires internes, avant d'être réintégrée dans un débat politique centré sur la défense des intérêts nationaux (White House, 2025).

Les crises internationales offrent enfin des séquences particulièrement révélatrices de ce mécanisme. Les tensions avec l'Iran au début de l'année 2026 illustrent cette dynamique. Lorsque l'Administration annonce des frappes contre certaines installations iraniennes, les déclarations présidentielles mettent l'accent sur la restauration de la crédibilité américaine et sur la rupture avec une période présentée comme marquée par la faiblesse. L'événement international est immédiatement converti en ressource de légitimation interne, en étant interprété à travers des catégories politiques domestiques telles que le *leadership*, la capacité de décision et l'autorité de l'exécutif.

Cette articulation entre politique intérieure et politique étrangère s'inscrit dans une dynamique plus large dans laquelle les dirigeants doivent simultanément gérer des contraintes internes et externes. Les décisions internationales sont en effet toujours prises dans un double espace : diplomatique et domestique, où la recherche d'accords externes doit être compatible avec le maintien de coalitions internes (Putnam, 1988). Dans le cas de la présidence Trump II, cette interaction ne disparaît pas, elle se transforme : les enjeux internationaux ne sont plus seulement conditionnés par des contraintes domestiques ; ils sont directement intégrés dans les récits politiques qui structurent la compétition interne.

Dans cette configuration, l'international cesse d'apparaître comme une arène autonome. Rivalités économiques, crises sécuritaires et négociations diplomatiques deviennent des ressources politiques mobilisées dans le débat domestique. La politique étrangère contribue ainsi à renforcer les lignes de clivage internes et à alimenter la conflictualité qui structure le système politique américain.

Cette évolution ne signifie pas que les considérations stratégiques disparaissent du processus de décision. Elle indique plutôt que les événements internationaux sont systématiquement interprétés à travers les catégories politiques qui organisent la compétition interne. La politique étrangère devient ainsi l'un des espaces dans lesquels se déploie la conflictualité structurante du système politique domestique.

Une telle transformation prépare la dynamique analysée dans la section suivante. Si les enjeux internationaux peuvent être intégrés directement dans les clivages politiques internes, c'est aussi parce que les conditions de circulation des messages politiques se

recomposent. Les frontières entre publics, médias et institutions deviennent plus poreuses, produisant un espace dans lequel les dynamiques domestiques et internationales tendent à se déployer simultanément.

Encadré 4 – Iran : quand l'international déstabilise la coalition domestique

La séquence iranienne en cours (mars 2026) illustre de manière particulièrement nette le mécanisme par lequel un enjeu international est intégré à la conflictualité domestique et les tensions que ce processus peut produire. L'opération militaire constitue d'abord un objet de politique étrangère classique. Elle est immédiatement recodée dans un langage politique interne, centré sur la crédibilité, le leadership et la capacité d'action de l'exécutif. Elle est, ensuite, réinjectée dans le débat domestique, où elle devient un enjeu de positionnement au sein du camp républicain.

C'est à ce niveau que la tension apparaît. Une partie de l'électorat républicain, issue d'une tradition interventionniste, reste réceptive à une démonstration de puissance militaire, et favorable à une confrontation militaire avec le régime iranien. À l'inverse, une composante importante de la coalition trumpiste s'est structurée dans le rejet des engagements prolongés au Moyen-Orient, perçus comme coûteux et contraires à la priorité donnée aux enjeux domestiques.

L'opération ne peut être politiquement stabilisée qu'à condition d'être présentée comme limitée, rapide et maîtrisée. Toute perspective d'escalade ou d'engagement durable entre en contradiction avec les fondements mêmes du projet "America First". L'épisode iranien révèle ainsi une contrainte structurelle : dès lors que la politique étrangère est intégrée au conflit domestique, elle devient dépendante de la cohérence interne de la coalition présidentielle.

B. L'environnement communicationnel comme infrastructure de la conflictualité permanente

La conflictualité qui structure la présidence Trump II ne repose pas uniquement sur des choix thématiques ou sur la polarisation du débat public. Elle s'appuie aussi sur un environnement communicationnel spécifique, c'est-à-dire sur un ensemble de canaux, de routines et de dispositifs qui permettent de produire, de relayer et de prolonger le conflit dans le temps. Cet environnement comprend les grands discours présidentiels, les allocutions liées aux crises, les conférences de presse, les communiqués de la Maison-Blanche, les dispositifs éditoriaux du site présidentiel, ainsi que l'usage intensif de Truth Social comme canal direct de signalement politique. Ce qui importe n'est donc pas seulement le contenu des messages, mais leur circulation : la manière dont une prise de parole devient immédiatement un événement politique, suscite une chaîne de réactions, puis revient renforcer le cadrage initial. Les séquences ouvertes par le discours d'investiture de janvier 2025, le *State of the Union* du 24 février 2026, les annonces liées à l'Iran à partir du 28 février 2026, ou encore les communications sur la frontière et l'immigration montrent que la communication n'intervient pas après la décision ; elle participe à la définir, à l'inscrire dans un récit et à en organiser la réception politique.

La première caractéristique de cet environnement tient à la centralisation extrême du message autour de la figure présidentielle. Le second mandat de Trump pousse très loin une logique déjà ancienne de présidentialisation de la parole publique : les priorités, les menaces et les réponses sont formulées dans un registre fortement personnalisé, dominé par la première personne, la logique de mandat et l'affirmation de la capacité d'action immédiate. Dans le discours d'investiture, l'action exécutive est présentée comme continue, quotidienne et directement rattachée à la volonté du président ; dans le *State of the Union*, cette même logique est prolongée par une mise en récit unifiée de la restauration nationale, où immigration, économie, sécurité, guerres, alliances et commerce sont enchâssés dans une même narration de reprise en main. Cette dynamique s'inscrit dans la transformation de longue durée de la présidence américaine vers le *going public*, mais elle prend ici une intensité particulière : les grands discours ne se contentent plus de justifier l'action de l'exécutif ; ils produisent immédiatement le cadre dans lequel cette action devra être interprétée (Tulis, 1987 ; Kernell, 2007).

Cette centralisation est indissociable d'un second trait : la désintermédiation. L'usage de Truth Social ne sert pas seulement à contourner les médias traditionnels ; il permet au président de déplacer le point de départ du débat public. Au lieu que la médiation journalistique fixe d'abord les termes d'une séquence, c'est souvent une publication présidentielle qui en établit le cadrage initial, obligeant ensuite journalistes, élus, alliés et adversaires à réagir dans un cadre déjà défini. La publication anticipée de données sur l'emploi avant leur diffusion officielle a montré que la plateforme pouvait fonctionner comme un canal quasi institutionnel de divulgation politique. De la même manière, les messages liés au détroit d'Hormuz ou à l'Iran montrent que Truth Social sert aussi d'outil de signalement international : le message est formulé dans un espace de communication d'abord domestique, mais avec des destinataires extérieurs clairement identifiables. Ce type de séquence correspond à la logique des systèmes médiatiques hybrides, où les frontières entre canaux institutionnels, plateformes numériques et médias traditionnels deviennent poreuses, chaque espace réinjectant immédiatement le message dans l'autre (Chadwick, 2017).

Il serait toutefois réducteur de ne parler que de désintermédiation. L'environnement communicationnel de Trump II repose aussi sur une « réintermédiation » active, ou une redéfinition de l'intermédiation en fonction de critères établis par l'Administration Trump. La Maison-Blanche ne se contente pas d'écarter certaines médiations ; elle en reconstruit d'autres, plus favorables, au sein même de l'appareil présidentiel. Le dispositif *White House Wire* fonctionne comme un outil de curation politique, agrégeant et valorisant des contenus jugés compatibles avec la ligne de l'exécutif. La page *Media Offenders* va plus loin encore, en inscrivant dans l'architecture officielle de la communication présidentielle une logique de disqualification systématique de certains médias, accusés de biais, de manipulation ou de malveillance. La critique des médias n'est plus seulement une rhétorique partisane ; elle devient un élément institutionnalisé de la communication d'État. Cette architecture s'insère dans un contexte plus large de fragmentation des audiences, de polarisation informationnelle et d'affaiblissement des autorités communes de véridiction, mais elle lui donne une forme gouvernementale explicite (Bennett et Livingston, 2018 ; Benkler, Faris et Roberts, 2018 ; Prior, 2007).

C'est dans ce cadre qu'il faut comprendre le brouillage croissant de la frontière entre politique intérieure et politique étrangère. Cet environnement communicationnel produit une hybridation des publics : un même message est adressé simultanément à l'électorat domestique, aux adversaires extérieurs, aux alliés et aux acteurs économiques. L'allocution annonçant l'opération contre l'Iran en constitue une illustration nette. Elle met en scène une menace extérieure, adresse des injonctions explicites à l'Iran, mais elle est structurée

avant tout pour un public américain, auquel il faut rendre acceptable le coût politique, économique et stratégique de l'engagement. Le même phénomène apparaît dans les séquences liées à l'OTAN, où les alliés sont publiquement sommés de renforcer leur effort de défense dans un langage étroitement articulé à la question domestique du contribuable américain, ou encore dans les communications commerciales, où la rivalité avec la Chine est formulée à la fois comme enjeu stratégique et comme instrument de protection de l'économie nationale. La logique des *audience costs* et celle du jeu à deux niveaux permettent d'éclairer cette articulation, mais le cas Trump II va plus loin : il ne s'agit plus seulement de concilier deux arènes ; il s'agit de faire circuler le même message dans les deux à la fois (Fearon, 1994 ; Putnam, 1988).

L'environnement communicationnel de Trump II transforme également la temporalité du pouvoir. Il produit des boucles rapides de conflictualité : déclaration présidentielle, reprise médiatique, polarisation partisane, réaction institutionnelle, puis nouvelle intervention présidentielle venant réaffirmer ou durcir le cadrage initial. Cette accélération réduit la distance entre communication et décision. Dans la séquence iranienne, la justification stratégique de l'opération a été immédiatement réinsérée dans un débat domestique sur le prix de l'essence, le risque d'enlèvement, la clarté des objectifs et l'impact électoral sur les Républicains. L'exécutif a donc dû ajuster sa communication presque en temps réel, en insistant à la fois sur la nécessité stratégique de l'opération et sur son caractère supposément maîtrisé, limité et compatible avec la stabilité économique. Dans ce contexte, la communication n'est pas un simple instrument de persuasion ; elle devient un outil de gestion continue des contradictions produites par l'action elle-même.

Cette dynamique a enfin une fonction proprement politique et de maintien de la coalition. L'environnement communicationnel de Trump II sert à stabiliser la coalition présidentielle par la répétition d'enjeux à forte intensité politique : frontière, criminalité, commerce, guerre, énergie, prestige national, et par leur insertion dans un récit cohérent de restauration. Les grands discours fonctionnent alors comme des moments de totalisation narrative : ils agrègent les succès revendiqués, désignent les adversaires, réaffirment les priorités et maintiennent l'électorat dans une logique de mobilisation continue. Mais cette même infrastructure révèle aussi ses points de tension lorsque l'international produit des coûts domestiques visibles.

La guerre contre l'Iran l'a démontré : le dispositif communicationnel permet de contenir, de reformuler et de temporiser les contradictions, mais il ne les efface pas. Plus l'environnement présidentiel repose sur une conflictualité permanente, plus il devient dépendant d'indicateurs de sanction immédiate : prix de l'énergie, pertes humaines, durée des opérations, fatigue de la base, qui reviennent tester en permanence la crédibilité du récit présidentiel. À ce niveau, l'environnement communicationnel ne se contente pas d'accompagner la conflictualité ; il en constitue l'infrastructure même, avec ce que cela implique en termes de puissance de mobilisation, mais aussi de vulnérabilité politique. (Krebs, 2015 ; Fearon, 1994).

CONCLUSION :

Le second mandat de Donald Trump donne à voir une configuration dans laquelle la conflictualité ne constitue plus seulement un registre de la compétition partisane, mais l'un des principes d'organisation de l'exercice du pouvoir. Elle permet d'agréger des enjeux hétérogènes, de stabiliser des lignes de clivage et de produire une lecture cohérente du désordre, de ses causes et des réponses qu'il appellerait. À ce niveau, elle fonctionne moins comme un simple style de confrontation que comme une technologie de gouvernement, au sens où elle structure la hiérarchisation des menaces, la lisibilité du champ politique et les conditions de la mobilisation.

Cette dynamique prend d'abord forme dans l'espace domestique. Immigration, fraude, sécurité, controverses culturelles et intégrité électorale sont articulées dans une même matrice discursive, qui permet de transformer une pluralité de questions publiques en manifestations d'un même problème d'autorité. Mais elle s'inscrit aussi dans une temporalité spécifique : celle d'un pouvoir qui gouverne sous la contrainte anticipée des *midterms*. La conflictualité remplit alors une fonction politique précise. Elle permet de maintenir la cohésion d'une coalition électorale hétérogène, de discipliner les dissidences internes et d'empêcher la dispersion de l'agenda autour d'enjeux moins favorables à l'exécutif.

L'un des déplacements majeurs observés sous Trump II tient toutefois à l'extension de cette logique à la politique étrangère. Les enjeux internationaux ne sont pas simplement mobilisés à titre rhétorique ; ils sont sélectionnés pour leur compatibilité avec les clivages internes, recodés dans un langage politique domestique, puis réinjectés dans la compétition partisane. Rivalité avec la Chine, partage du fardeau au sein de l'OTAN, désignation des cartels comme menaces de sécurité nationale ou usage de la force contre l'Iran participent ainsi d'un même mouvement : celui par lequel l'international cesse d'apparaître comme un domaine autonome pour devenir l'un des prolongements fonctionnels du conflit intérieur.

Ce déplacement n'est pas sans effets. Il rend d'abord la politique étrangère américaine plus directement dépendante des cycles électoraux et des équilibres de coalition. Les enjeux internationaux demeurent, certes, soumis à des contraintes stratégiques propres, mais ils sont de plus en plus interprétés, hiérarchisés et mis en scène en fonction de leur utilité dans le débat domestique. Il en résulte une plus grande instabilité dans la production des priorités extérieures, exposées non seulement aux évolutions de l'environnement international, mais aussi aux besoins de la mobilisation interne.

Cette évolution complique également la lecture de la politique étrangère américaine par les partenaires des États-Unis. Lorsque les signaux adressés aux alliés, aux adversaires ou aux marchés sont formulés dans des registres directement liés à des enjeux domestiques : coût, sécurité, souveraineté, crédibilité, leur signification stratégique devient moins univoque. La lisibilité de la position américaine s'en trouve affectée, non parce que toute cohérence disparaîtrait, mais parce que cette cohérence passe de plus en plus par des impératifs de politique intérieure.

L'enjeu n'est donc pas l'effacement pur et simple de la distinction entre politique intérieure et politique extérieure, mais la manière dont Trump II en reconfigure les rapports. La frontière entre les deux ne disparaît pas ; elle devient plus poreuse, plus instable et plus étroitement dépendante des dynamiques de mobilisation politique. Les enjeux circulent plus rapidement entre les deux arènes, les crises extérieures pouvant être mobilisées pour structurer les clivages internes, tandis que les contraintes domestiques influencent directement l'interprétation et la mise en scène des rivalités internationales. Dans ce cadre, la conflictualité apparaît moins comme un simple contexte de l'action publique que comme l'un de ses instruments centraux, organisant simultanément le rapport au champ domestique, à la coalition présidentielle et à l'espace international.

BIBLIOGRAPHIE :

- Abramowitz, Alan I., and Steven Webster. 2016. "The Rise of Negative Partisanship and the Nationalization of U.S. Elections in the 21st Century." *Electoral Studies* 41: 12–22.
- Benkler, Yochai, Robert Faris, and Hal Roberts. 2018. *Network Propaganda: Manipulation, Disinformation, and Radicalization in American Politics*. Oxford: Oxford University Press.
- Bennett, W. Lance, and Steven Livingston. 2018. "The Disinformation Order: Disruptive Communication and the Decline of Democratic Institutions." *European Journal of Communication* 33 (2): 122–139.
- Blumenthal, Sidney. 1980. *The Permanent Campaign*. New York: Simon & Schuster.
- Chadwick, Andrew. 2017. *The Hybrid Media System: Politics and Power*. Oxford: Oxford University Press.
- Fearon, James D. 1994. "Domestic Political Audiences and the Escalation of International Disputes." *American Political Science Review* 88 (3): 577–592.
- Iyengar, Shanto, Gaurav Sood, and Yphtach Lelkes. 2012. "Affect, Not Ideology: A Social Identity Perspective on Polarization." *Public Opinion Quarterly* 76 (3): 405–431.
- Kernell, Samuel. 2007. *Going Public: New Strategies of Presidential Leadership*. 4th ed. Washington, DC: CQ Press.
- Krebs, Ronald R. 2015. *Narrative and the Making of US National Security*. Cambridge: Cambridge University Press.
- Laclau, Ernesto. 2005. *On Populist Reason*. London: Verso.
- Lee, Frances E. 2016. *Insecure Majorities: Congress and the Perpetual Campaign*. Chicago: University of Chicago Press.
- Mason, Lilliana. 2018. *Uncivil Agreement: How Politics Became Our Identity*. Chicago: University of Chicago Press.
- McCarty, Nolan, Keith T. Poole, and Howard Rosenthal. 2006. *Polarized America: The Dance of Ideology and Unequal Riches*. Cambridge, MA: MIT Press.
- Ornstein, Norman J., and Thomas E. Mann. 2000. *The Permanent Campaign and Its Future*. Washington, DC: American Enterprise Institute.
- Prior, Markus. 2007. *Post-Broadcast Democracy: How Media Choice Increases Inequality in Political Involvement and Polarizes Elections*. Cambridge: Cambridge University Press.
- Putnam, Robert D. 1988. "Diplomacy and Domestic Politics: The Logic of Two-Level Games." *International Organization* 42 (3): 427–460.
- Tulis, Jeffrey K. 1987. *The Rhetorical Presidency*. Princeton: Princeton University Press.
- White House. 2025. *Official Statements, Executive Orders, and Presidential Communications (January–March 2025)*. Washington, DC: The White House.

À PROPOS DE L'AUTEUR



DRISS ALAOUI BELGHITI

Driss Alaoui Belghiti is a Senior International Relations Specialist at the Policy Center for the New South (PCNS). At the PCNS, Driss Alaoui Belghiti focuses on governance issues in Southern Africa and the United States' engagement on the African continent.

He has notably contributed to the coordination of PCNS events and publications on African geopolitics, including the African Peace and Security Annual Conference (Apsaco). Before joining the PCNS in 2023, Driss Alaoui Belghiti worked in national public institutions and at the Pan-African Parliament.

He holds a bachelor's degree in political science and international relations from the School of Governance and Economics in Rabat, Morocco, and a master's degree in the Governance of International Development Organizations from the University of Grenoble, France.

Driss Alaoui Belghiti is fluent in Arabic, English, and French.

À PROPOS DU POLICY CENTER FOR THE NEW SOUTH

Le Policy Center for the New South (PCNS) est un think tank marocain dont la mission est de contribuer à l'amélioration des politiques publiques, aussi bien économiques que sociales et internationales, qui concernent le Maroc et l'Afrique, parties intégrantes du Sud global.

Le PCNS défend le concept d'un « nouveau Sud » ouvert, responsable et entreprenant ; un Sud qui définit ses propres narratifs, ainsi que les cartes mentales autour des bassins de la Méditerranée et de l'Atlantique Sud, dans le cadre d'un rapport décomplexé avec le reste du monde. Le think tank se propose d'accompagner, par ses travaux, l'élaboration des politiques publiques en Afrique, et de donner la parole aux experts du Sud sur les évolutions géopolitiques qui les concernent. Ce positionnement, axé sur le dialogue et les partenariats, consiste à cultiver une expertise et une excellence africaines, à même de contribuer au diagnostic et aux solutions des défis africains. [Lire plus](#)

Policy Center for the New South

Rabat Campus of Mohammed VI Polytechnic University,
Rocade Rabat Salé - 11103
Email : contact@policycenter.ma
Phone : +212 (0) 537 54 04 04
Fax : +212 (0) 537 71 31 54



www.policycenter.ma

